

Unité bi-départementale de la Dordogne et de Lot-et-
Garonne
Cité administrative Bâtiment A
24016 Périgueux Cedex

Périgueux, le 03/03/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 26/02/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

La Maroquinerie Nontronnaise

23 rue Boissy d'Anglas
75008 Paris

Références : FF/Ubd 24-47/041/2026
Code AIOT : 0005208364

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/02/2026 dans l'établissement La Maroquinerie Nontronnaise implanté Ex Ateliers Nontron SAS 5 Route de Saint Martin le pin 24300 Nontron. L'inspection a été annoncée le 20/02/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- La Maroquinerie Nontronnaise
- Ex Ateliers Nontron SAS 5 Route de Saint Martin le pin 24300 Nontron
- Code AIOT : 0005208364
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La Maroquinerie Nontronnaise est soumise au titre des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement et dispose d'un arrêté préfectoral d'autorisation environnementale daté du 5 mai 2015.

L'établissement, localisé sur la commune de Nontron, est spécialisé dans la fabrication artisanale de produits de maroquinerie tels que les sacs à main et la petite maroquinerie (portefeuilles, ceintures).

Contexte de l'inspection :

- Inspection généraliste produits chimiques

Thèmes de l'inspection :

- AR - 3
- REACH

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse

approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Fiche de données de sécurité (FDS)	Règlement européen du 18/12/2006, article 31, 35,	Sans objet
2	Mesures de maîtrise des Risques	Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5	Sans objet
3	Capacités de rétention des produits chimiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-I	Sans objet
4	Produits incompatibles et réservoirs associés à des rétentions	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II	Sans objet
5	Etat des stocks de produits chimiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le jour de l'inspection, l'exploitation était conforme pour l'ensemble des points contrôlés.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Fiche de données de sécurité (FDS)

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 31, 35,
Thème(s) : Produits chimiques, Mise à disposition des FDS
Prescription contrôlée : Article 31 ;Le fournisseur d'une substance ou d'une préparation fournit au destinataire de la substance ou de la préparation dangereuse une fiche de données de sécurité. Article 35 : Les employeurs donnent à leurs travailleurs et aux représentants de ceux-ci accès aux informations transmises dans la fiche de données de sécurité et portant sur les substances ou les

préparations que ces travailleurs utilisent ou auxquelles ils peuvent être exposés dans le cadre de leur travail.

Constats :

Le jour de l'inspection il a été constaté que l'exploitant dispose des Fiches de Données de Sécurité (FDS) des produits via l'outil informatique QUICK-FDS. Celui-ci gère à la fois la disponibilité et la mise à jour des FDS.

Les FDS sont disponibles sur simple demande des employés.

Les FDS présentées le jour de l'inspection concernaient 2 colles : une teinte et un produit nettoyant. Celles-ci étaient complètes et leur date d'émission allaient du 27/12/2021 au 04/02/2026.

Le produit d'entretien n'est pas classé selon le règlement CLP. Les autres produits comptent tous le pictogramme "ATTENTION" accompagné de la mention de dangers : "H317 - Peut provoquer une allergie cutanée."

Une employée a été interrogée sur la conduite à tenir en cas d'exposition à la colle, elle a répondu immédiatement qu'il fallait laver à l'eau et au savon et qu'en cas de contact avec les yeux, il fallait utiliser le rince-œil.

À noter que plusieurs rince-œil sont présents sur le site (dans les salles de stockage tampon et sur chacune des machines utilisant un système de pulvérisation). A noter également que les employés des ateliers utilisant les colles et teintures rencontrées portaient des gants et qu'un pictogramme indiquait que le port du masque était obligatoire sur les encolleuses.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant a mentionné des FDS simplifiées à destination des opérateurs, comportant notamment un condensé des informations de la rubriques 4 "Premiers secours" et 8 "Contrôle de l'exposition/Protection individuelle".

Ces fiches n'ont pas été vues le jour de l'inspection, l'exploitant veillera à les tenir à disposition des salariés dans des lieux appropriés.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Mesures de maîtrise des Risques

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5

Thème(s) : Produits chimiques, Mesures de maîtrise des risques et conditions opérationnelles

Prescription contrôlée :

Tout utilisateur en aval identifie, met en œuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés.....dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises.

Constats :

Le jour de l'inspection, il a été constaté une quantité limitée de pots d'une contenance d'environ 50 à 100ml de produits présents sur les établis des opérateurs : 2 à 3 pots de colles et jusqu'à 4 teintes.

Ces pots sont munis de capuchon permettant d'y insérer un pinceau, limitant les risques d'épandage du produit en cas de renversement du pot.

Des rouleaux de papiers absorbants sont disponibles à plusieurs endroits dans chaque atelier, ainsi que des extincteurs et des RIA. Comme exposé plus tôt le site dispose de plusieurs rince-œil et de points d'eau.

Concernant l'élimination, l'exploitant dispose de sacs dédiés permettant un tri des récipients vides inutilisables et des absorbants souillés afin de permettre un tri et une élimination dans des conditions adéquates.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Capacités de rétention des produits chimiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-I

Thème(s) : Risques chroniques, Rétention

Prescription contrôlée :

Art 25 - I Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir « ou récipient associé » ;
- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés « ou récipients associés ».

Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

Pour les stockages de récipients mobiles de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables ou de liquides combustibles de point éclair compris entre 60° C et 93° C, 50 % de la capacité totale des « récipients » ;
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des « récipients » ;
- dans tous les cas, 800 litres au minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres.

Constats :

L'état des stocks du site montre la présence de 385 kg de colles et vernis en récipient de 50 à 100 ml. Ils sont répartis sur les établis et une petite quantité de boîtes est stockée dans le magasin du site sur rétention.

Le seul liquide inflammable constaté sur site et dans l'inventaire est un lubrifiant pour la

maintenance des machines, stocké en armoire métallique sur rétention équipée d'un extincteur automatique. La quantité totale présente sur site est de 5 L.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Produits incompatibles et réservoirs associés à des rétentions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II

Thème(s) : Risques chroniques, Rétention

Prescription contrôlée :

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.

Constats :

Le jour de l'inspection il n'a été constaté la présence de produits pouvant être incompatible stocké sur une même rétention.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Etat des stocks de produits chimiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49

Thème(s) : Risques accidentels, Etat des stocks

Prescription contrôlée :

L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.

Constats :

Le jour de l'inspection, l'exploitant a donné une estimation du stock qui s'est révélée être assez proche de l'état des stocks consolidés fournis par courriel le lendemain.

L'exploitant conservera à disposition des services d'incendie et de secours un état des stocks mis à jour régulièrement afin de faciliter et sécuriser les interventions éventuelles.

Type de suites proposées : Sans suite